Bayonne

Naturalisme contemporain au Second jeudi

La galerie du Second jeudi inaugure ce soir l'exposition de Mickael Vivier, à partir de 18 h. L'artiste, qui vit et travaille à Bayonne où il est enseignant de l'école d'art, propose une « traversée naturaliste et fantasmée du mythe de la caverne au mythe de la Chambre d'amour ». À voir demain et samedi, de 12 h à 20 h. PHOTO DR

LE PIÉTON

A ouï-dire que se prépare pour ce jour le Père Cent, dans sa ville. Soit cette tradition qui voit les futurs bacheliers repoudrer les rues de la ville de farine agrémentée d'œufs, cent jours avant le bachot. Le Bipède assume ici son petit côté réac-qui-ne-se-souvient-pas-qu'il-a-été-jeune pour dire combien il lui semble moche de jouer avec la nourriture. Allez, faites des crêpes, pas la guerre de la farine et des œufs. Avec du rhum, les crêpes.

AVRIL
CHAUSSEUR CONFORT
Spécialiste du pied sensible
Cuirs souples de la 7e à la 12e largeur

NOUVELLE COLLECTION
ARA - GABOR - SOLIDUS
SEMLER - GOLDKRONE - MARCO
RIEKER - MEPHISTO
18, rue Orbe - BAYONNE
05 59 59 04 01
www.chaussuresavril.com
6036370_NEY

Immersions et conférences

SEMAINE HANDICAP
Les étudiants du master management santé organisent plusieurs animations

Les étudiants du master management de la santé de l'IAE de Bayonne organisent cette semaine la déclinaison locale de la Semaine du handicap, en partenariat avec l'Association des paralysés de France. Dès mardi, une soixantaine de personnes ont assisté à une conférence sur l'insertion dans le monde du travail.

Hier, des ateliers étaient mis en place à BAB2 pour une immersion dans le quotidien des handicapés, puis avec les élèves de l'école J.-P.-Brana et des enfants du centre Aintzina de Boucau : atelier théâtre (avec les Chimères), pique-nique et visite de l'Atelier du chocolat.

Aujourd'hui, rendez-vous est donné au skate park de Biarritz pour une initiation au skate pour les enfants issus des structures AVA (accompagner vers l'autonomie), cirque avec Oreka. Ce soir, à 19 heures, conférence au campus de la Nive sur « l'accompagnement des handicapés vieillissants jusqu'à la fin de vie ». Samedi matin, nouvelle immersion dans le quotidien des handicapés, rue d'Espagne. Avant un repas dans le noir, le 26 mars, au restaurant Ibaia.

Friture sur la ligne entre l'agglo et le Seignanx

TRANSPORT Le maire d'Ondres réitère sa volonté d'intégrer le syndicat de l'Acba. Son président Jean-René Etchegaray attend une réponse du Conseil général des Landes

PIERRE SABATHIÉ
p.sabathie@sudouest.fr

Bassin de vie et découpage administratif ne font toujours pas bon ménage. Illustration avec ce nouvel épisode qui confronte l'agglomération bayonnaise et le Seignanx. Les deux territoires cohabitent au sein du même schéma de cohérence territoriale (Scot), mais se toisent au moment de mutualiser le réseau de transport en commun.

À ma gauche, le maire socialiste d'Ondres, Éric Guilloteau, réclame depuis plusieurs années l'entrée de la commune landaise dans le syndicat de transport qui regroupe aujourd'hui les villes de Bayonne, Anglet, Biarritz, Bidart, Boucau, Tarnos et Saint-Pierre-d'Irube. Avec des arguments : « Le bassin de vie de l'agglomération va jusqu'à Labenne, personne n'a jamais contesté cette réalité. Ondres est une porte d'entrée sur la RN 10, comme Saint-Martin-de-Seignanx l'est sur la RN 117. Si nous avons des devoirs en accueillant 8 000 habitants de plus dans le Seignanx, nous avons aussi des droits en étant desservis par les transports de l'agglomération. »

La vision était partagée jusqu'à l'an dernier par Jean-René Etchegaray, président du Scot. Selon Éric Guilloteau, en prenant la présidence du syndicat de transport, le centriste aurait changé d'avis.

« Faux, rétorque le patron de l'agglomération. Je continue de penser que le périmètre du syndicat de transport doit concerner tout le bassin de vie de l'agglomération, et s'élargir dans le Seignanx, au-delà de Tarnos. » Mais sous certaines conditions.

Le bus ne semble pas prêt à rallier la commune d'Ondres.

PHOTO ARCHIVES JEAN-DANIEL CHOPIN

« Un silence méprisant »

Jean-René Etchegaray évoque l'aspect budgétaire. Pour le Bayonnais, l'agrandissement du syndicat vers les Landes doit s'accompagner d'une aide financière du Conseil général. « J'ai demandé depuis plusieurs semaines un rendez-vous à Henri Emmanuelli à ce sujet, explique Jean-René Etchegaray. Jusqu'à ce jour, je n'ai reçu qu'un silence que je considère méprisant. »

La liaison est bouchée. D'un côté, le maire d'Ondres estime que Jean-René Etchegaray fait la sourde oreille face à ses sollicitations. De l'autre, ce dernier s'agace face à la « surdité » du président du Conseil général des Landes. La ligne n'est donc pas prête d'être ouverte entre un trio en manque d'entente. D'autant que pour Éric Guilloteau, « le Conseil général des Landes n'a pas à participer à ce financement, même s'il est prêt à travailler avec le syndicat pour repenser notamment les lignes qui viennent de Bayonne, il y a des sujets de collaboration, mais là, je comprends la position d'Henri Emmanuelli. Ce qui me dérange, c'est le changement de discours de M. Etchegaray, on est dans la politique politicienne ».

Pour sa défense, l'élu basque plaide que « le Département des Landes est une autorité organisatrice de transport (AOT), comme l'agglomération et l'intercommunalité du Seignanx, et peut donc participer au financement. C'est d'ailleurs ce que vient d'adopter le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en versant 10 M€ pour notre projet de transport en commun en site propre (TCSP) ». Un dialogue de sourd.

Une rallonge rentable

Pourtant, les experts qui ont étudié l'aménagement en 2013 affirment que le prolongement de la ligne jusqu'à Ondres est rentable. Avec cette rallonge de 3,5 km pour plus 3 500 habitants situés proche de la ligne, les recettes sont estimées à 200 000 euros par an. Sans compter le rapport avec les futures Allées Shopping.

« Je n'ai pas de nouvelle de M. Etchegaray depuis juin 2014, alors que le projet devait voir le jour en 2015, peste Éric Guilloteau. Le syndicat a du mal à financer son projet de TCSP car il est trop petit. Il ne peut se développer en comptant seulement la moitié des habitants du bassin de vie (140 sur 280 000). On ne peut pas demander des aides aux collectivités locales qui n'ont pas la compétence et refuser l'extension à des communes comme Ondres. » Le président du syndicat serait « très heureux d'avoir un rendez-vous avec Henri Emmanuelli ». Friture sur la ligne.

« On ne sauve pas la CAF avec des pétitions »

JEAN GRENET L'ancien député maire de Bayonne avait obtenu le maintien de la caisse locale en 2009. Il préconise de « traiter au niveau ministériel », alors que revient le projet d'un siège unique à Pau

« C'est un sujet politique. C'est au niveau ministériel qu'il faut traiter » : telle est la préconisation de Jean Grenet (UDI) dans le dossier de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Bayonne et du Seignanx. La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) projette, à l'horizon 2017, le regroupement à Pau des CAF basco-landaise et béarnaise. Un projet de caisse départementale centralisée contre lequel l'ancien maire de Bayonne et député s'était battu en 2009.

Jean Grenet avait alors obtenu gain de cause : depuis, le département des Pyrénées-Atlantiques demeure le seul à compter deux CAF dissociées. La « départementalisation », avec un conseil d'administration unique à Pau, refait surface. Les élus locaux sont vent debout. L'ancien maire ne croit pas la tentative d'apaisement du directeur général de la Cnaf. Hier, dans « Sud Ouest », Daniel Lenoir promettait le maintien d'une antenne bayonnaise et aucune conséquence sur la qualité du service à la population. « On peut tenter de rassurer tout le monde, mais la réalité est que les décisions se prendront à Pau », balaie Jean Grenet.

« Revanche »

Celui-ci voit même dans le re-surgissement du projet de caisse unique, le ressentiment des instances de la Cnaf. « Nous avions gagné le bras de fer en 2009 et cela avait été mal vécu par le président et le directeur de la Cnaf. On ne pourra pas m'empêcher de penser qu'ils tentent de prendre leur revanche sur ce camouflet. » Notons toutefois ici que Daniel Lenoir a pris ses fonctions en 2013. Le président de la Cnaf, Jean-Louis Deroussen, était lui déjà dans son fauteuil en 2009.

C'est ce dernier qui avait, à l'époque, annoncé le projet de caisse départementale au premier magistrat de Bayonne. « Un petit-déjeuner à Paris qui s'était très mal passé », se souvient-il. Jean Grenet décrit le siège de Xavier Bertrand (UMP), alors ministre de la Santé et de sa secrétaire d'État à la famille Nadine Morano (UMP). « Ce n'est pas au président ou directeur de la Cnaf de prendre des décisions politiques. »

Le désormais retraité de la politique estime que « ce ne sont pas des pétitions » ou autres motions qui « sauveront notre CAF ». « C'est le travail des députés et des maires que d'aller pousser la porte des ministres. » Son successeur, Jean-René Etchegaray (UDI), va poster un courrier à la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine pour lui demander audience. Mais, contrairement à 2009, le maire de Bayonne ne traite pas avec une majorité de ses couleurs. Contrairement aux députées (PS) du Pays basque.

Pierre Penin